

# LE REGARD DU VATICAN SUR L'EUROPE : DU VIF ENCOURAGEMENT AU SOUTIEN EXIGEANT

Sébastien Maillard | *correspondant de La Croix à Rome*

---

## RÉSUMÉ

La large victoire du « oui » au référendum sur le mariage entre personnes de même sexe tenu en Irlande, pays de tradition catholique, est vécue comme une défaite au sein de l'Église. Le Vatican en particulier se sent toujours plus à contre-courant face à une lame de fond gagnant ses foyers historiques occidentaux.

**“UNE RELATION  
LONGTEMPS PRIVILÉGIÉE  
AVEC L'EUROPE FAIT PLACE  
À UN ATTACHEMENT PLUS  
DISTANT À SON EXPRESSION  
BRUXELLOISE”**

Les rapports sont en train d'évoluer entre une Europe en larges endroits sécularisée et une Église catholique moins euro-centrée sous le pontificat du premier pape du Sud. L'attente du Saint-Siège demeure toutefois élevée à l'égard d'un continent appelé à servir, selon l'expression du pape François à Strasbourg, de « précieux point de référence pour toute l'humanité ». Mais une relation longtemps privilégiée avec l'Europe fait place à un attachement plus distant à son expression bruxelloise, objet d'une vigilance critique.

La diplomatie vaticane a pourtant été un fidèle soutien à la construction communautaire. Elle en a appuyé les premiers traités sous Pie XII (CECA, CED, traités de Rome) et en a anticipé l'élargissement sous Jean-Paul II. Elle a eu pour souci constant - et insistant durant la négociation du traité constitutionnel - d'en affirmer l'assise chrétienne sans laquelle il n'est point d'Europe viable, selon l'Église. Celle-ci entend aujourd'hui à la fois poursuivre son dialogue avec les institutions européennes et devenir facilitatrice du vivre-ensemble entre tous les Européens du continent, au-delà de l'UE.

La mise en valeur de la coexistence pacifique entre peuples et religions s'annonce au cœur du voyage du pape François à Sarajevo, le 6 juin prochain. Ce déplacement dans une ville meurtrie par l'Histoire est son deuxième dans les Balkans, après Tirana (Albanie) en septembre 2014. Il envoie un nouveau message contre la montée des extrémismes au reste de l'Europe ainsi qu'un rappel à tirer les leçons du passé - celles-là même qui fondent, à l'origine, la construction européenne.

## SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>1. De Pie XII à Benoît XVI, l'évolution d'un regard attentif</b>	<b>4</b>
1.1. Au départ, proximité et bienveillance	4
1.1.1. Un Vatican europhile clairvoyant	4
1.1.2. « L'Europe vaticane » et fédéraliste	4
1.2. Avec Jean-Paul II, un regard élargi, passionné et inquiet	6
1.2.1. Le réveil de la mémoire chrétienne du continent entier	6
1.2.2. Le combat pour les « racines chrétiennes » et ses traces	7
<b>2. Un regard plus distant et critique</b>	<b>9</b>
2.1. Une Église moins tournée vers l'Europe	9
2.1.1. La fin de l'euro-centrisme	9
2.1.2. Une autre approche de l'Europe	10
2.2. Un Saint-Siège critique mais présent	11
2.2.1. Un discours sévère à l'égard de l'UE	11
2.2.2. Éléments pour un dialogue nourri	12
<b>CONCLUSION : PROSPECTIVE D'UNE RELATION EN MUTATION</b>	<b>15</b>
<b>SUR LES MÊMES THÈMES...</b>	<b>16</b>

## INTRODUCTION

**L**e pape François s'apprête à effectuer une visite à Sarajevo, le 6 juin prochain. Ce voyage d'une journée est le troisième qu'il accomplit en Europe – hors d'Italie – après ses déplacements à Tirana, le 21 septembre dernier, puis à Strasbourg, auprès des institutions européennes, le 25 novembre. Le choix de ces destinations illustre la singularité du regard sur notre continent que porte le premier pape non-européen de l'histoire récente.

Ces visites s'inscrivent toutefois dans la continuité de celles accomplies par ses prédécesseurs, attentifs depuis le début – mais à des degrés variables – à une construction européenne, elle-même évolutive par définition. D'un encouragement initial aux accents fédéralistes sous Pie XII, l'appréciation par le Saint-Siège du projet européen s'est focalisée sur son rapport au christianisme, non sans manifester une inquiétude croissante à cet égard.

Si, de fait, une déchristianisation se poursuit dans de nombreux pays d'Europe, celle-ci se traduit en retour par une *déseuropéanisation* de l'Église catholique, jusque dans son gouvernement central. L'élection du premier pape du Sud en porte la marque. D'où une prise de distance entre le Saint-Siège et l'Europe mais le maintien d'un dialogue critique constant, tourné davantage actuellement vers les questions sociales, en particulier migratoire et de vivre-ensemble.

---

### ENCADRÉ 1 ► Le Vatican

Couvrant un territoire d'à peine 44 hectares, enclavé dans la ville de Rome, l'État de la Cité du Vatican a été constitué par les accords du Latran de 1929, avec l'Italie, pour garantir l'indépendance du Siège apostolique, ou Saint-Siège, institution supérieure de l'Église catholique que dirige le pape comme successeur de l'Apôtre Pierre.

Élu le 13 mars 2013, le pape François est le 265<sup>ème</sup> successeur de Pierre. Le pape est à la fois chef de cet État, qui entretient des relations diplomatiques avec 189 pays et organisations internationales, et le chef spirituel d'1,25 milliard de catholiques à travers le monde.

Le Vatican est le territoire sur lequel s'exerce la souveraineté du pape. Le terme remonte à la désignation, dans l'Antiquité, d'une partie de la rive droite du Tibre, alors hors de Rome. Le plus petit État souverain du monde compte environ 800 habitants. Il compte environ 4 000 employés. Sa monnaie est l'euro.

---

# 1. De Pie XII à Benoît XVI, l'évolution d'un regard attentif

## 1.1. Au départ, proximité et bienveillance

### 1.1.1. Un Vatican europhile clairvoyant

Le Saint-Siège s'intéresse de près au projet d'intégration européenne dès ses prémices d'après-guerre. Auparavant, Benoît XV (1914-1922) s'était inquiété pour la paix en Europe après le premier conflit mondial, qu'il déplorait être une guerre entre chrétiens. Il s'opposa, en vain, à l'esprit revancharde envers l'Allemagne. Pie XI (1922-1939) ensuite s'intéressa aux initiatives pacifistes d'Aristide Briand. « Mais il n'y a pas encore de pensée européiste au sens d'une réflexion sur la construction européenne », observe l'historien Jean-Dominique Durand<sup>1</sup>.

Cette pensée vient avec Pie XII (1939-1958). « C'est l'épreuve de la guerre et la pression soviétique sur le continent qui poussent alors le pape à réclamer que l'Europe s'unisse et d'urgence », poursuit l'universitaire. « La guerre a profondément marqué Eugenio Pacelli », confirme le vaticaniste Bernard Lecomte<sup>2</sup>. Elle « a conforté son combat pour une Europe unie ». Hostile à humilier l'Allemagne vaincue, la diplomatie vaticane appuie un traitement égalitaire entre ennemis d'hier, comme le souhaitent aussi certains catholiques français.

Ce prompt soutien au projet d'Europe unie se traduit notamment par l'envoi au Congrès de La Haye, qui rassemble en mai 1948 les forces vives pro-européennes, d'un représentant spécial du pape Pacelli. Celui-ci, en novembre de la même année, se prononce explicitement en faveur d'une telle union.

Non sans d'emblée mettre en garde contre le risque d'entrave à ce dessein « des grandes nations du continent » : « On attend d'elles qu'elles sachent faire abstraction de leur grandeur d'autrefois pour s'aligner sur une unité politique et économique supérieure »<sup>3</sup>. Il pointe *a contrario* le « souci exagéré d'uniformité » et le risque d'« un nivellement forcé » auxquels pourrait conduire une intégration poussée, bien qu'aucun processus ne soit alors encore en marche.

Sans non plus que soit encore établie la libre circulation des personnes dans l'espace européen, il soulève dès 1953 « la question de l'égalité ou de l'équivalence des droits dans les questions de biens, de contrats et de personnes pour les citoyens d'un État souverain qui se trouvent sur le territoire d'un autre dans lequel ils séjournent pour un temps ou s'installent en conservant leur propre nationalité. »<sup>4</sup> La question demeure valable.

### 1.1.2. « L'Europe vaticane » et fédéraliste

La clairvoyance des problèmes à venir n'altère pas l'ardeur européenne du pape Pacelli.

Très favorable à l'Europe des Six naissante, il en soutient le projet de Communauté européenne de défense (CED). « Ses appels se font plus nombreux et plus pressants (une trentaine) au point d'alimenter les polémiques au sujet de la prétendue 'Europe vaticane' », rappelle l'historien Philippe Chenaux<sup>5</sup>, en référence à la formule moqueuse lancée par Guy Mollet durant le débat passionné sur la CED : « L'échec de la CED devant le parlement français (30 août 1954) sera très douloureusement ressenti au Vatican »<sup>6</sup>.

1. Jean-Dominique Durand, Université Jean Moulin – Lyon 3. Entretien avec l'auteur.

2. *Histoire des papes*, Perrin, 2013, p. 189.

3. Pie XII, discours au 2ème congrès de l'Union européenne des fédéralistes, Vatican, 11 nov. 1948.

4. Pie XII, discours à des juristes catholiques italiens, Vatican, 6 décembre 1953.

5. *Une crise chrétienne de l'Europe ? L'urgence européenne*. Actes réunis par Jean-Dominique Durand, éd. Parole et Silence, 2013, pp. 103-112.

6. *Ibid.*

La relance par les traités de Rome de 1957 est au contraire saluée. À leur signature, les cloches sonnent à toute volée dans la Ville éternelle. Pie XII salue « l'évènement le plus important et le plus significatif de l'histoire moderne de la ville éternelle ».

Il se montre néanmoins critique envers le fonctionnement de la nouvelle Communauté économique européenne (CEE). Son exécutif, juge-t-il, « marque un recul par rapport à celui de la Communauté du charbon et de l'acier, où la Haute autorité jouit de pouvoirs relativement vastes et ne dépend du Conseil des ministres qu'en certains cas déterminés »<sup>7</sup>.

Mettant les mains dans la mécanique institutionnelle communautaire comme aucun de ses successeurs, le pape Pacelli aurait voulu « l'établissement d'une autorité politique européenne possédant un pouvoir véritable qui mette en jeu sa responsabilité ». Toujours dans cette allocution, il estime par ailleurs indispensable « une politique extérieure commune », dotée d'un « instrument efficace d'élaboration et d'application » ainsi que d'« une aide matérielle large et compréhensive » pour l'Afrique.

“ IL EXISTE ALORS UNE ÉTROITE CONVERGENCE DE VUES ENTRE LE SAINT-SIÈGE ET LES 'PÈRES FONDATEURS' POUR LA PLUPART DÉMOCRATES-CHRÉTIENS ”

rique protestante et l'URSS athée.

Des ambitions qui rejoignent celles des 'Pères fondateurs' de la construction européenne. De fait, il existe alors une étroite convergence de vues entre le Saint-Siège et ces hommes politiques pour la plupart démocrates-chrétiens, dont de fervents catholiques tels Robert Schuman – dont un procès en béatification est en cours – et Alcide De Gasperi. « L'Europe unie ne peut se bâtir sur une simple idée abstraite. Elle a pour support nécessaire des hommes vivants », prédisait dès 1948 Pie XII<sup>8</sup>. Cette proximité est à la base du mythe de l'« Europe vaticane ». Celui-ci est également porté par le contexte de la guerre froide, qui nourrit la suspicion d'établir une Europe catholique entre l'Amé-

La bienveillance pro-européenne de la diplomatie vaticane se poursuivra après Pie XII, sans que Jean XXIII ou ses successeurs n'appuient l'Europe communautaire avec la même visée fédéraliste. « La construction européenne, essentiellement limitée au domaine économique, cesse de représenter un enjeu majeur pour le magistère romain dans l'après-concile », observe Philippe Chenaux<sup>9</sup>, à propos du concile Vatican II clôturé en 1965 par Paul VI.

Ancien proche collaborateur de Pie XII, le pape Montini (1963-1978) « a mûri à son école ses sentiments européens, qui lui viennent aussi de sa formation et de sa culture »<sup>10</sup>, souligne Giovanni Maria Vian, actuel directeur de *l'Osservatore Romano* – le quotidien du Vatican –, et spécialiste de Paul VI. « Son père était lié à De Gasperi », complète-t-il.

Dans cette continuité, Paul VI encourage la construction communautaire. « Le bilan des Communautés européennes instituées par les traités de Rome apparaît nettement positif », déclare-t-il aux commissaires de la CEE et de l'Euratom reçus, en 1967, à l'occasion du dixième anniversaire de ces institutions. Il les félicite pour la baisse anticipée des tarifs douaniers et pour la libre circulation. « L'Église vous approuve et vous encourage », leur dit-il, les assurant « de l'intérêt réel et soutenu que porte l'Église à vos travaux ». Paul VI parle même de « rencontre et harmonie entre un grand dessein politique et des principes généraux sur l'homme et la société, dont l'Église a été constituée gardienne ».

Il se gardera toutefois d'entrer dans les aspects techniques de la construction communautaire. Devant des directeurs de quotidiens de l'Europe des Six reçus cette même année 1967, il n'hésite pas à reconnaître ne pas avoir « compétence pour décider, dans les domaines politique ou économique, quelle est la meilleure formule

7. Pie XII, discours au Mouvement européen, Vatican, 13 juin 1957.

8. Pie XII, discours à l'Union européenne des fédéralistes, *Op. cit.*

9. *Op. cit.*

10. Entretien avec l'auteur.

pour réaliser l'union des peuples européens », tout en souhaitant que « la cause de l'Europe continue à avancer » et que « soit enfin atteinte l'unité de l'Europe », en prélude, selon lui, à l'unité du monde.

Sans remettre en cause l'approche fonctionnaliste de la construction communautaire retenue par les Pères fondateurs de l'Europe, Paul VI souhaite surtout, dans la même allocution, « que du plan matériel l'entente s'étende peu à peu au plan spirituel, et que les âmes se rapprochent, plus encore que les intérêts ou les économies ».

C'est ce rapprochement spirituel, cher aussi à Robert Schuman, qu'encourage en priorité Paul VI. À cette fin, à la suite de Pie XII, qui en 1947 avait fait de saint Benoît le « père de l'Europe », il proclame le fondateur des bénédictins, en 1964, « patron principal de toute l'Europe ». Son souci et son apport sont d'aider à « la formation d'une conscience européenne », selon son expression. Il veut « l'Europe en marche dans les faits, dans les mentalités, dans les opinions publiques », comme il l'explique lors d'une conférence européenne des PTT toujours dans l'année du dixième anniversaire des traités de Rome : « L'Europe sera 'vécue', si l'on peut dire, avant d'être définie. La pratique précédera les textes. » À « l'homme distrait d'aujourd'hui, absorbé par ses tâches immédiates », Paul VI veut faire redécouvrir « l'immense patrimoine de culture et de civilisation que le christianisme a constitué au cours des âges dans tous les pays de notre continent » : « Cela aussi c'est une façon de travailler au bien de l'Europe ».

Revaloriser ce patrimoine spirituel est la tâche à laquelle s'attellera Jean-Paul II à l'échelle du continent.

## 1.2. Avec Jean-Paul II, un regard élargi, passionné et inquiet

### 1.2.1. Le réveil de la mémoire chrétienne du continent entier

**LE REGARD DU SAINT-SIÈGE SUR L'EUROPE S'ÉLARGIT AUX DIMENSIONS DU CONTINENT ET VALORISE DAVANTAGE LES NATIONS QUE LES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES<sup>11</sup>**

Sous le long pontificat du pape polonais (1978-2005), le regard du Saint-Siège sur l'Europe s'élargit aux dimensions du continent et valorise davantage les nations que les institutions communautaires. « Avec Jean-Paul II, la nation devient centrale dans le discours européen de la papauté », note Philippe Chenaux<sup>11</sup> : cela « ne le porte pas à manifester un grand empressement à l'égard de l'Europe de Bruxelles ». Il rend visite aux institutions, à Luxembourg et à Bruxelles en 1985, puis à Strasbourg en 1988, en marge de visites pastorales nationales.

« Jean-Paul II célèbre les origines chrétiennes des nations et de leurs saints fondateurs », confirment Bérengère Massignon et Virginie Riva<sup>12</sup> : « Pour lui, les nations, comme l'Europe, doivent 'dire' leur identité civilisationnelle. » À l'image de son voyage en France de 1996 pour le XV<sup>ème</sup> centenaire du baptême de Clovis, Jean-Paul II revisite les lieux de mémoire qui ont forgé cette identité. C'est le sens de ses visites à Saint-Jacques de Compostelle, à deux reprises en 1982 et en 1989, réactivant un pèlerinage qui était tombé en désuétude. « Je lance vers toi, vieille Europe, un cri plein d'amour : retrouve-toi toi-même. Sois toi-même. Découvre tes origines. Avive tes racines », y lance-t-il, en espagnol, lors de son premier voyage.

Son objectif n'est pas du tout de restaurer la chrétienté ou de rétablir d'anciens privilèges. Karol Wojtyła souhaite que, grâce au christianisme, l'Europe saisisse son unité au-delà du clivage Est-Ouest, qu'a figé le rideau de fer et qu'il contribuera à faire tomber. À saint Benoît, il joint en 1980 les saints slaves Cyrille et Méthode en « co-patrons de l'Europe », dont il diversifiera et féminisera plus tard la liste (voir Encadré 2). Pour l'Église, sa visée européenne est aussi œcuménique, à l'égard du monde orthodoxe. « L'Église doit respirer avec ses deux poumons ! », écrit-il dans son encyclique *Ut unum sint* (1995), reprenant une métaphore qu'il avait plusieurs

11. *Ibid.*

12. *L'Europe, avec ou sans Dieu ?*, éd. de l'Atelier, 2010, p. 265.

fois employée et empruntée au poète russe, Viatcheslav Ivanov, à propos des deux aires religieuses chrétiennes, romaine et byzantine.

## ENCADRÉ 2 ▶ Les saints patrons de l'Europe

À la suite de Paul VI qui, en 1964, proclama saint Benoît, fêté le 11 juillet, « patron principal de toute l'Europe », Jean-Paul II a donné ce titre à cinq autres saints reconnus par l'Église catholique.

- saints Cyrille et Méthode, proclamés co-patrons du continent en 1980 : inventeurs de l'alphabet cyrillique, ils sont les pionniers de l'inculturation de l'Évangile au monde slave.
- trois saintes femmes proclamées co-patronnes en 1999 :
  - Brigitte de Suède (1303-1373), mère de famille avant de fonder un ordre religieux, qui symbolise le lien œcuménique.
  - Catherine de Sienne (1347-1380) : religieuse dominicaine, qui incarne l'engagement dans la résolution des multiples conflits de son temps.
  - Edith Stein, appelée sainte Thérèse-Bénédict de la Croix, (1891-1942) : carmélite d'origine juive, morte à Auschwitz, qui représente la rencontre entre juifs et chrétiens.

Jean-Paul II agit sur ces deux aires tout au long de son pontificat. Durant les années 1980, il défend la liberté religieuse dans les pays d'Europe de l'Est alors sous l'emprise d'un communisme athée. À l'Ouest, il met en route une « nouvelle évangélisation » afin que l'Europe ne devienne pas post-chrétienne.

### 1.2.2. Le combat pour les « racines chrétiennes » et ses traces

**“ POUR JEAN-PAUL II, COMME POUR SES PRÉDÉCESSEURS, L'UNITÉ DE L'EUROPE SE DÉSAGRÈGE SI LA CULTURE EST DÉTACHÉE DE LA RELIGION ”**

De sécularisée, le Saint-Siège redoute que l'Europe ne devienne anti-chrétienne et se renie alors elle-même. Contre cette tendance, il insiste pour que l'Europe affirme ses 'racines chrétiennes', seules à même d'imprimer à sa construction institutionnelle sa cohésion interne. Pour Jean-Paul II, comme pour ses prédécesseurs, l'unité de l'Europe se désagrège si la culture est détachée de la religion. Et, rassurent-ils, valoriser ce lien n'enfreint nullement une séparation de l'Église et des États par ailleurs clairement acceptée.

Cet inlassable souci se cristallise en une lutte diplomatique, organisée à la toute fin du pontificat de Jean-Paul II, pour faire inscrire l'héritage chrétien en toutes lettres dans le préambule du traité constitutionnel européen. À l'instar de Pie XII, parvenu à ce qu'en tête de la résolution de la commission culturelle du Congrès de La Haye soit mentionné le « commun héritage de la civilisation chrétienne ». Déjà livrée lors de l'élaboration de la Charte européenne des droits fondamentaux de 2000, cette « bataille des valeurs », comme l'intitule l'historien Gérard Bossuat, sera âpre. En retour, le président français, Jacques Chirac, et le premier ministre belge, Guy Verhofstadt, combattent sans relâche toute mention de « racines chrétiennes ». La diplomatie vaticane considère nettement insuffisante la formulation retenue au final des « héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe ».

Obtenu de manière moins passionnée mais de grande portée, un article du traité constitutionnel, repris ensuite dans le traité de Lisbonne, formalise un « dialogue ouvert, transparent et régulier » entre les Églises et les institutions européennes ainsi qu'entre ces dernières et les organisations non confessionnelles, d'autre part<sup>13</sup>.

13. Article 17 paragraphe 3 du Traité sur le fonctionnement de l'UE.

Ce dialogue, ponctué d'une rencontre annuelle de haut niveau et décliné à d'autres échelons, reprend une pratique mise en œuvre par Jacques Delors lorsqu'il présidait la Commission européenne. Cette tradition avait déjà été reconnue dans une déclaration annexée au traité d'Amsterdam (1997). Elle vise à « donner une âme à l'Europe », selon la métaphore de Jacques Delors, qui l'exprima lors d'une conférence en février 1992 devant la Conférence des églises européennes (KEK). Il expliqua alors le besoin de « ranimer le débat intellectuel et spirituel sur l'Europe », avec le concours notamment des Églises.

Malgré ce dialogue toujours effectif, l'échec à faire reconnaître l'héritage chrétien a durablement marqué les esprits au Vatican, qui depuis observe l'évolution de la construction européenne avec une vigilance critique. Héritier de Jean-Paul II, le pontificat de Benoît XVI (2005-2013) restera hanté par le souvenir amer de cette épreuve.

En témoin, le discours pessimiste du pape Ratzinger à l'occasion des cinquante ans des traités de Rome, en 2007. Il évoque d'abord « la recherche, encore péniblement en cours, d'une structure institutionnelle adéquate » pour l'UE. Il pointe le vieillissement démographique de l'Europe, « qui pourrait la conduire à disparaître de l'histoire ». Il regrette que « la solidarité (ait) du mal à être promue, non seulement dans le domaine international, mais également dans celui strictement national. » « Le processus d'unification européenne lui-même n'est pas partagé par tous, critique-t-il encore, en raison de l'impression diffuse que divers 'chapitres' du projet européen ont été 'écrits' sans tenir assez compte des attentes des citoyens. » Le passage le plus médiatisé de cette allocution restera cette double interrogation : « N'est-il pas surprenant que l'Europe d'aujourd'hui, tandis qu'elle vise à se présenter comme une communauté de valeurs, semble toujours plus souvent contester le fait qu'il existe des valeurs universelles et absolues ? Cette forme singulière d'apostasie<sup>14</sup> d'elle-même, avant même que de Dieu, ne la pousse-t-elle pas à douter de sa propre identité ? » Le contraste de ton avec celui naguère si élogieux de Paul VI ne peut être plus frappant.

**“ CET HÉMICYCLE  
EST JUGÉ TROP INFILTRÉ  
D'UNE IDÉOLOGIE DÉCRITE  
COMME LAÏCISTE ET  
ANTI-CHRÉTIENNE ”**

Ce regard devenu sombre et suspicieux du Vatican sur l'Europe ne sera que renforcé par la retentissante « affaire des crucifix ». Celle-ci éclata à la suite d'une première décision, rendue en 2009, par une chambre de la Cour européenne des droits de l'homme (Conseil de l'Europe), qui estima la présence de crucifix dans les salles de classe des écoles publiques italiennes en contradiction avec la Convention européenne des droits de l'homme. Bien que ce premier arrêt ait été annulé par la grande chambre de la Cour de Strasbourg, en 2011, et bien que l'Union européenne ne soit pas en cause, l'affaire contribue à conforter le Saint-Siège et de nombreux catholiques dans l'impression d'une construction européenne irrémédiablement frappée d'« apostasie ». L'entourage de Benoît XVI lui déconseillera de répondre à l'invitation de se rendre au Parlement européen, alors présidé par le chrétien-démocrate allemand, Hans-Gert Pötering. Cet hémicycle est jugé trop infiltré d'une idéologie décrite comme laïciste et anti-chrétienne.

Ce constat sévère se répand peu avant que, de son côté, l'Église catholique s'affranchisse de son prisme européen, avec la première élection d'un pape du Sud.

14. L'apostasie se définit comme l'abandon public et volontaire d'une religion, en particulier de la foi chrétienne.

## 2. Un regard plus distant et critique

### 2.1. Une Église moins tournée vers l'Europe

#### 2.1.1. La fin de l'euro-centrisme

Avec l'élection de Jorge Bergoglio le 13 mars 2013, les cardinaux ont été cherché un pape, selon son expression ce soir-là, « quasiment du bout du monde ». Fils d'émigrés piémontais - il doit retrouver des proches en marge d'une visite à Turin le 22 juin prochain -, le pape argentin est décrit avant tout comme un 'porteno', un habitant de Buenos Aires, sa ville natale et de toujours. Lui qui se reproche volontiers d'être « casanier » a de fait peu voyagé au cours de sa vie, hormis un bref séjour doctoral en Allemagne et un autre, linguistique, en Irlande.

Comme chef de l'Église, il manifeste dès le départ une volonté d'ouvrir davantage le gouvernement central de l'Église aux cinq continents. Ce gouvernement doit traduire l'universalité inscrite dans l'étymologie même du catholicisme. Son premier choix de huit cardinaux pour le conseiller dans la réforme de la Curie romaine - aujourd'hui 'C9' - en donne un reflet. Ils sont choisis du monde entier, avec, en représentant de l'Europe, le cardinal allemand Reinhard Marx, archevêque de Munich et président de la Comece (voir Encadré 3). Les nominations dans d'autres nouvelles instances, érigées dans le cadre de la réforme de la Curie (Conseil pour l'économie, commission anti-pédophilie), traduisent aussi cet impératif de représentativité intercontinentale.

---

#### ENCADRÉ 3 ► « Europe, où est ta vigueur ? »

« À l'Europe, nous pouvons demander : où est ta vigueur ? Où est cette tension vers un idéal qui a animé ton histoire et l'a rendue grande ? Où est ton esprit d'entreprise et de curiosité ? Où est ta soif de vérité, que jusqu'à présent tu as communiquée au monde avec passion ? De la réponse à ces questions, dépendra l'avenir du continent. (...) Un tronc sans racines peut continuer d'avoir une apparence de vie, mais à l'intérieur il se vide et meurt. L'Europe doit réfléchir pour savoir si son immense patrimoine humain, artistique, technique, social, politique, économique et religieux est un simple héritage de musée du passé, ou bien si elle est encore capable d'inspirer la culture et d'ouvrir ses trésors à l'humanité entière. »

*Extrait du discours du pape François au Conseil de l'Europe, Strasbourg, 25 mars 2014*

---

Les créations de nouveaux cardinaux par le pape François illustrent également ce même soin dans l'Église à « mettre fin à l'euro-centrisme », comme le distingua le porte-parole du Vatican, P. Federico Lombardi, dès les premiers six mois du pontificat. Par le choix de cardinaux-électeurs (âgés de moins de 80 ans) provenant de pays n'en ayant jamais eus, tels Haïti, le Burkina-Faso, Panama ou le Cap-Vert, au détriment de sièges cardinaux traditionnels, comme Bruxelles ou Turin, le pape argentin est en train de renverser les équilibres au sein du Sacré collège.

Au conclave qui l'a élu, un peu plus de la moitié des 115 cardinaux présents étaient alors des Européens. En moins de deux ans, ceux-ci sont passés nettement sous le seuil des 50%, à 46%. Ils restent toutefois prépondérants dans le choix du prochain pape, avec 57 électeurs actuellement sur un total de 121. Les autres continents font à peu près jeu égal, avec 21 électeurs d'Amérique latine (Mexique et Caraïbes compris), 12 d'Amérique du Nord, 17 d'Asie-Océanie et 14 d'Afrique. Mais la tendance à la baisse du nombre d'électeurs européens devrait s'accroître au fil des consistoires à venir.

Depuis la base, dans les universités pontificales romaines, là où se forment ceux qui dirigeront l'Église catholique de demain, les Européens deviennent minoritaires. A la Grégorienne, l'université jésuite à Rome, la moitié des 2 700 étudiants inscrits à la dernière rentrée provenaient de l'extérieur du continent. Il en va de même dans le corps enseignant jésuite permanent de cet établissement, où émergent les Indiens. Dans ce contexte, les séminaires sur la construction européenne attirent très peu.

“ SI L'EUROPE A DES  
RACINES CHRÉTIENNES,  
L'ÉGLISE, AVEC FRANÇOIS,  
MONTRE QU'ELLE N'A  
PAS QUE DES RACINES  
EUROPÉENNES ”

Pour son Église, le pape latino-américain estime que la foi chrétienne n'a pas à s'exprimer à travers les continents en imitant les seules « modalités adoptées par les peuples européens à un moment précis de leur histoire »<sup>15</sup>. Au retour de Corée du Sud, en août 2014, il rappela en ce sens que « le Christ n'annule pas les cultures ». En somme, si l'Europe a des racines chrétiennes, l'Église, avec François, montre qu'elle n'a pas que des racines européennes.

Avec lui, l'Europe n'est pas du tout négligée mais ne fait plus l'objet d'une attention privilégiée. Au *Corriere della Sera* qui lui demandait pourquoi il ne s'exprimait jamais sur l'Europe<sup>16</sup>, le pape argentin répliqua en parler, ni plus ni moins, que de l'Asie, de l'Afrique ou que d'autres continents.

Ses choix de voyage témoignent du peu d'empressement à parcourir son continent d'adoption, contrairement à ses deux prédécesseurs. Après deux visites en Asie ainsi qu'un pèlerinage en Terre sainte et un voyage en Turquie, le pape se rendra en juillet prochain en Amérique du Sud - où il doit retourner fin 2016 -, puis en septembre à Cuba et aux États-Unis et *a priori* en Afrique à la fin de cette même année. Quid de l'Europe ?

### 2.1.2. Une autre approche de l'Europe

L'approche de l'Europe du pape François se caractérise, à ce jour, par un soutien pastoral aux périphéries du continent et un discours de remobilisation en son centre.

Avec un voyage en Bosnie-Herzégovine prévu le 6 juin prochain, précédé de l'Albanie, le 20 septembre dernier, le pape François persiste dans son choix pastoral et politique de privilégier de petits pays précaires et périphériques, où les catholiques sont en minorité. En mettant l'accent sur les Balkans, celui qui presse son Église à sortir d'elle-même vers ceux qui lui sont éloignés, invite de la même manière les Européens à décentrer leur regard. À une journaliste qui définissait l'Albanie comme un « pays à majorité musulmane », le pape Bergoglio riposta : « Ce n'est pas un pays musulman. C'est un pays européen »<sup>17</sup>. Son voyage servit à en valoriser la « culture de cohabitation », comme il devrait chercher à le faire aussi à Sarajevo, où est prévue une rencontre œcuménique et interreligieuse.

“ LE PAPE ASSIGNE  
À SON ÉGLISE LE RÔLE  
D'INTERPELLER L'EUROPE  
SUR SON SENS DE LA  
SOLIDARITÉ ”

Si ces deux déplacements plaident aussi implicitement pour une entrée de ces pays dans l'Union européenne, comme la défend le Saint-Siège, ils redéfinissent avant tout le rôle que le pape assigne à son Église sur le continent. Celui d'interpeller l'Europe sur son sens de la solidarité. Ce fut l'objet de la visite-éclair du pape François à Lampedusa, le 8 juillet 2013. Certes situé en Italie, ce tout premier déplacement de son pontificat sur une île frontalière de l'UE, où échouent des réfugiés s'aventurant à gagner l'Europe au péril de leur vie, était destiné à sensibiliser les Européens au sort de ceux que lui n'a pas hésité une fois à nommer les « nouveaux Européens ».

Hormis ces voyages aussi rares qu'inattendus, Jorge Bergoglio refuse, pour l'heure, les visites habituelles dans de plus grands pays traditionnellement catholiques, comme l'Espagne où il fut un moment pressenti. Son entourage le dit aussi peu pressé de se rendre en France, où il était initialement annoncé cette année et que ses deux prédécesseurs ont visitée.

15. Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, 24 novembre 2013, p. 100, Typographie vaticane.

16. *Corriere della Sera*, 5 mars 2014, p. 3.

17. Conférence de presse du pape dans le vol retour de Tirana, 21 septembre 2014.

L'Europe du pape François n'est pas celle des lieux prestigieux de la chrétienté mais celle des laissés-pour-compte. Il l'oppose à une « Europe fatiguée (...) qui s'est lassée »<sup>18</sup>, une « Europe grand-mère », selon une expression qu'il employa une première fois, à Rome début octobre, devant des évêques du continent, avant d'en faire une formule marquante de son discours au Parlement européen.

## 2.2. Un Saint-Siège critique mais présent

### 2.2.1. Un discours sévère à l'égard de l'UE

Le pape argentin n'est pas un familier de la construction européenne. Il ne s'en cache pas. « L'Europe, la confiance ou la méfiance dans l'Europe. Également l'euro, certains veulent retourner en arrière... Je ne comprends pas bien toutes ces choses », reconnaissait-il, interrogé au lendemain d'élections européennes marquées par une progression des formations populistes. C'est à la suite de ce scrutin qu'au début de l'été s'est décidée sa visite au Parlement européen.

Pour l'ancien archevêque de Buenos Aires, adepte de la 'théologie du peuple', respectueux de la piété populaire, « populisme » n'est pas un terme péjoratif. Adepte du franc-parler, son discours dans l'hémicycle strasbourgeois s'est fait l'écho du ressenti des électeurs, dépeignant des institutions de l'UE considérées « distantes, occupées à établir des règles perçues comme éloignées de la sensibilité des peuples particuliers, sinon complètement nuisibles. » Il a aussi repris les craintes contre le risque que la quête d'unité se confonde avec une « uniformité politique, économique, culturelle ou de pensée ».

Sachant la Curie romaine dans une posture devenue le plus souvent critique envers l'UE, divers responsables et élus européens avaient tenté, en amont de la visite du pape à Strasbourg, d'atténuer la vigueur redoutée de ses discours. « Le Vatican perçoit trop l'Europe à travers le prisme de l'Italie, qui lui renvoie cette impression de fatigue », regrette une source diplomatique nord-européenne à Rome.

Ces efforts de persuasion ont été vains. Faisant fi des domaines de compétences spécifiques aux hémicycles où ils furent prononcés, les discours successifs du pape au Parlement européen et au Conseil de l'Europe se sont adressés à l'ensemble des Européens pour exprimer ce qui ressemble davantage à une dure critique envers un Occident individualiste, s'éloignant de Dieu, gagné par la solitude et par un vide d'idées.

**“AUCUNE MENTION DE CE QUI FAIT À LA FOIS LA SPÉCIFICITÉ ET LA GRANDEUR DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE ET QUI PEUVENT REJOINDRE LES PRÉOCCUPATIONS DE L'ÉGLISE”**

Hormis un « louable engagement en faveur de l'écologie », le propos ne fait aucune mention de ce qui fait à la fois la spécificité et la grandeur de la construction européenne et qui peuvent rejoindre les préoccupations de l'Église : la réconciliation franco-allemande, le respect des 'petits pays' dans les procédures de décision, l'effort important d'aide publique au développement, la redistribution en faveur des régions moins avancées ou encore l'abolition généralisée de la peine de mort, conséquence du respect de la dignité de la personne.

Sur le plan institutionnel, l'UE a été traitée, durant les quatre heures du pape à Strasbourg, à stricte égalité avec le Conseil de l'Europe, organisation aujourd'hui d'un poids politique à l'évidence moindre. Une façon pour le Saint-Siège de signifier à l'Union qu'elle n'est pas toute l'Europe, comme les voyages du pape dans les Balkans le soulignent aussi.

En même temps, l'originalité du déplacement à Strasbourg est qu'il aura été entièrement dédié aux seules institutions européennes afin qu'elles précèdent toute éventuelle future visite dans un État membre de l'Union. Une manière, selon le cardinal Marx, qui a beaucoup appuyé la venue du pape au Parlement européen, de faire valoir le caractère unique et incontournable des institutions.

18. Discours à la communauté Sant'Egidio, Rome, 15 juin 2014.

### 2.2.2. Éléments pour un dialogue nourri

Des longs discours du pape François au Parlement européen et au Conseil de l'Europe, qui restent pour l'heure la matière la plus abondante et aboutie pour analyser le regard actuel du Saint-Siège sur la construction européenne, cinq appréciations peuvent être retenues pour l'avenir de l'Europe :

- Un encouragement à se nourrir de l'idéal des Pères fondateurs. Sans être nommés un à un, ils sont cités au total cinq fois dans les deux discours. Depuis, lors d'une intervention improvisée le 30 avril dernier au Vatican, le pape François a nommé Robert Schuman et Alcide de Gasperi comme exemples d'engagement de catholiques en politique.
- Une confiance dans les jeunes générations. Avec notamment un appui aux « jeunes politiciens des divers partis ».
- Une confiance aussi dans les processus longs se déployant dans le temps, dont le projet européen est une illustration. Cela rejoint un principe fondamental pour le pape François selon qui la paix sociale requiert « d'initier des processus plutôt que de posséder des espaces. »<sup>19</sup>
- Un conseil à cultiver la diversité, en vertu de la devise citée de l'UE. L'image employée par le pape dans l'un des discours est celle qu'il emploie souvent du « polyèdre, où l'unité harmonique du tout conserve la particularité de chacune des parties ».
- Une invitation à redéfinir l'identité européenne à la lumière de cette diversité : « Conjuguer avec sagesse l'identité européenne formée à travers les siècles avec les instances provenant des autres peuples qui se manifestent à présent sur le continent »<sup>20</sup>. Si le pape à cet égard a fait plusieurs fois référence aux racines de l'Europe, il n'a jamais employé en tant que telle, à Strasbourg ou ailleurs, à ce jour, l'expression de « racines chrétiennes ». Il souhaite surtout contribuer « à une relation correcte entre religion et société », en « se purifiant (l'une l'autre) des extrémismes idéologiques dans lesquelles elles peuvent tomber »<sup>21</sup>.

Le Saint-Siège souhaite impliquer son Église à promouvoir ces éléments par un dialogue constant avec les institutions européennes. Ce dialogue repose d'abord sur les deux instances épiscopales européennes (*voir Encadré 4*), couvrant l'une, l'UE, l'autre, le Conseil de l'Europe. Le cardinal Marx se déclare conscient du défi : « C'est notre mission de donner cette âme à l'Europe, comme Jacques Delors l'a formulé. Qui pourrait bâtir des ponts entre les langues, les cultures, les nations en Europe, sinon les Églises ? »<sup>22</sup> Ce rôle de « ponts », que le pape François met aussi en avant en se rendant dans les Balkans, est appelé à grandir dans des sociétés européennes où l'Islam est en expansion<sup>23</sup>.

19. Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, 24 novembre 2013, p. 179, Typographie vaticane.

20. Discours du pape François au Conseil de l'Europe, Strasbourg, 25 novembre 2015.

21. *Ibid.*

22. Cardinal R. Marx, « Pour un renouveau de l'Église en Europe », *Études*, n°4214, mars 2015.

23. Les musulmans représenteront 10% de la population européenne en 2050, selon une projection du Pew Research Center.

#### ENCADRÉ 4 ► Église – Europe, les outils de dialogue

- **Les relations diplomatiques UE / Saint-Siège**

Depuis 1970, le Saint-Siège dispose d'un nonce apostolique (équivalent d'un ambassadeur), à Bruxelles, accrédité auprès de l'UE et, à Strasbourg, d'un observateur permanent auprès du Conseil de l'Europe. En retour, depuis 2006, l'UE accrédite un délégué permanent auprès du Saint-Siège, à Rome.

- **La Comece (Commission des évêques de la Communauté européenne)**

Composé d'évêques délégués par les 28 conférences épiscopales des États membres de l'Union européenne, qui le finance, cet organe créé en 1980 et établi à Bruxelles y possède un Secrétariat permanent, où travaillent environ dix personnes. L'une de ses principales missions est de développer un dialogue régulier à plusieurs niveaux avec les institutions de l'UE, tel que fixé par le traité de Lisbonne, et d'informer l'Église des développements de la législation et des politiques européennes.

- **Le CCEE (Conseil des conférences épiscopales d'Europe)**

Fondé en 1971, le CCEE réunit les 39 membres de conférences épiscopales ou équivalentes du continent. Il sert surtout d'organe de coopération entre évêques. Il vise notamment à inspirer une « nouvelle évangélisation » en Europe. Son Secrétariat siège à Saint-Gall (Suisse).

Dans cette répartition des rôles, le Saint-Siège pourrait devenir davantage un partenaire pour l'UE sur les questions internationales. La nouvelle affirmation de la diplomatie vaticane y invite. Placée sous la direction d'un secrétaire d'État du Saint-Siège, le cardinal Pietro Parolin, très respecté des chancelleries, elle compte depuis janvier comme secrétaire aux relations avec les États (équivalent d'un « ministre des affaires étrangères » du Vatican), Mgr Paul Gallagher, un Britannique europhile qui fut l'observateur permanent du Saint-Siège auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg, de 2000 à 2003.

#### “ UN THÈME CONCRET DE COOPÉRATION PORTE SUR LA QUESTION MIGRATOIRE ”

Un thème concret de coopération porte sur la question migratoire. Très chère au pape François, elle pose un défi urgent à l'UE, ouverte notamment à une collaboration avec les Églises dans les pays de départ face à des structures étatiques locales souvent défaillantes ou à des ONG moins solidement ancrées dans la société.

Le Saint-Siège accuse l'UE d'indifférence à l'égard du drame de l'immigration et critique « ceux qui utilisent les immigrés comme boucs émissaires des frustrations sociales, qui exploitent leur situation douloureuse à des fins électorales »<sup>24</sup>.

Au contraire, « pour redynamiser leur économie et leur influence politique sur la scène internationale, les pays européens ont besoin de main-d'œuvre et d'un renforcement démographique. »<sup>25</sup> Impliqué personnellement sur le sujet, le pape François s'est à la fois félicité d'une évolution attendue de la politique de l'UE<sup>26</sup> et désolé, en plusieurs occasions, d'un manque cruel d'action dans l'immédiat : « On ne peut tolérer que la mer Méditerranée ne devienne un grand cimetière ! »<sup>27</sup> Plus largement, l'Église catholique défend le sort des migrants, indépendamment de leur confession.

Autre sujet potentiel de coopération plus poussée, les chrétiens d'Orient et autres minorités religieuses persécutées. Depuis le Concile Vatican II, le Saint-Siège défend avec vigueur la liberté religieuse, à la protection de laquelle le Conseil de l'UE a adopté, le 24 juin 2013, des lignes directrices. Rome veille à ce que cette liberté puisse s'exercer dans le monde mais soit aussi pleinement respectée au sein de l'UE. L'abolition de la peine de mort, que plaident tant les diplomates vaticane qu'europpéenne, reste un autre champ encore trop inexploré de collaboration.

24. Mgr Silvano Tomasi, Observateur permanent du Saint-Siège auprès de l'ONU à Genève, interview à Radio Vatican, 21 août 2014.

25. *Ibid.*

26. Interview à la chaîne mexicaine Televisa, diffusée le 12 mars 2015.

27. Discours au Parlement européen, Strasbourg, 25 novembre 2014.

L'actuelle crise en Ukraine, en revanche, s'y avère moins propice. Les chancelleries européennes, en particulier de l'Est, reprochent au Saint-Siège son refus de dénoncer l'agresseur russe. Elles ne le considèrent pas non plus comme un médiateur possible dans un conflit, où les croyants unis à Rome sont de parti pris. En revanche, la diplomatie vaticane pourrait aider la Biélorussie, où le cardinal Parolin a séjourné du 12 au 15 mars 2015, à reprendre langue avec l'UE.

## CONCLUSION : PROSPECTIVE D'UNE RELATION EN MUTATION

**Q**uel pape irait aujourd'hui s'intéresser de près à l'union bancaire, à l'union de l'énergie ou aux autres prochains pans de l'intégration européenne, comme naguère Pie XII et Paul VI en suivirent les premières édifications ? L'élection d'un pape non-européen, d'origine, de formation et de centre d'intérêt, augure d'une évolution appelée à se poursuivre à la tête de l'Église catholique.

La « fin de l'euro-centrisme » s'accompagne d'une réflexion sur une décentralisation qui pourrait appeler les évêchés régionaux et nationaux à mieux se structurer. Sur le continent africain et plus encore en Amérique latine (Conseil épiscopal latino-américain, Celam), où Jorge Bergoglio fut un acteur majeur, les Églises coopèrent déjà de manière plus poussée qu'en Europe. Ecclésial avant que d'être européen, le principe de subsidiarité peut exiger qu'à l'avenir ce soit moins le Saint-Siège directement que l'Église en Europe qui affine et affirme davantage son rôle propre en appui au projet d'unir le continent. La Comece et la CCEE s'y attellent. Même toujours étroite, la relation spéciale entre le Saint-Siège et l'Italie aussi évolue. Au final, si les cloches devaient, un jour, de nouveau sonner pour un traité européen, ce ne serait plus celles de Saint-Pierre-de-Rome mais celles des cathédrales, dont les flèches jalonnent toute l'Union.

**“ DANS CE DÉFI QUOTIDIEN  
POSÉ AU VIVRE-ENSEMBLE  
EN EUROPE, L'ÉGLISE PEUT  
JETER DES PONTS, À SES  
DIFFÉRENTS ÉCHELONS ”**

Une déclaration interreligieuse conjointe ne serait-elle pas encore plus adaptée en de telles circonstances ? Une Europe toujours plus multiconfessionnelle y conduit. « Nous allons vers une culture pluraliste où coexisteront plusieurs manières de vivre », prévoit le cardinal Marx<sup>28</sup>. Dans ce défi quotidien posé au vivre-ensemble en Europe, l'Église peut jeter des ponts, à ses différents échelons, notamment en pastorale urbaine. Attachée à conjuguer foi et raison, elle entend contrer les replis égoïste, communautaire ou nationaliste, qui sont autant d'attitudes passionnelles potentiellement néfastes à l'intégration européenne. « Soyons des constructeurs de ponts », lançait le nonce auprès de l'UE, Mgr Alain Lebeaupin, à la Comece le 13 novembre dernier. La doctrine sociale de l'Église peut aussi contribuer à approfondir les principes de solidarité et de subsidiarité, sur lesquels repose la construction européenne.

Le Saint-Siège demeure foncièrement favorable au projet d'Europe unie jugé inséparable du bien commun. Mais il en suit l'évolution avec la crainte, trop souvent grossie sinon parfois infondée, que l'intégration européenne ne soit devenue un accélérateur de la sécularisation. Le regard romain sur l'Europe ne sera de nouveau apaisé qu'une fois entièrement assuré que l'œuvre en construction ne se poursuit pas au détriment du christianisme dans son foyer historique d'expansion mais qu'elle en contient, au contraire, de puissants germes.

28. Entretien à *La Croix*, 1<sup>er</sup> mai 2014.

Sur les mêmes thèmes...

UNIS DANS LA DIVERSITÉ : HYMNES ET DRAPEAUX DE L'UNION EUROPÉENNE

Pierre-Robert Cloet, Kerstin Martel et Bénédicte Legué, préface d'Antonio Vitorino,  
*Études & Rapports n° 102*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, décembre 2013

LES ÉTATS BALTES DANS L'UE : PASSÉ, PRÉSENT ET FUTUR

Agnia Grigas, Andres Kasekamp, Kristina Maslauskaite et Liva Zorgenfreiija, préface de Jerzy Buzek,  
*Études et Rapports n° 98*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, septembre 2013

IRLANDE - UE : 40 ANS DE CHEMINEMENT

Aziliz Gouez (dir.), préface d'Yves Bertoncini, *Études & Rapports n° 94*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, février 2013

GB ET UE : ANATOMIE D'UN DISCOURS

Julian Priestley, *Tribune*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, janvier 2013

GRANDE-BRETAGNE/UE : LES DERNIERS SACREMENTS ?

Julian Priestley, *Tribune*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, décembre 2012

CHYPRE ET L'IDENTITÉ EUROPÉENNE

Aziliz Gouez, *Tribune*, Notre Europe, septembre 2012

POUR UNE FÉDÉRATION EUROPÉENNE D'ÉTATS-NATIONS : LA VISION DE JACQUES DELORS REVISITÉE (de Gaëtane Ricard-Nihoul)

Yves Bertoncini, *Synthèse d'ouvrage*, Notre Europe, avril 2012

DÉ-PAYSEMENTS

Aziliz Gouez, *Études & Recherches n° 83*, Notre Europe, avril 2010

RENCONTRES EUROPÉENNES : 13 ENTRETIENS SUR L'IDENTITÉ EUROPÉENNE

Aziliz Gouez, *Études & Recherches n° 82*, Notre Europe, avril 2010

Directeur de la publication: Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © Institut Jacques Delors

